

En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation de services tiers pouvant installer des cookies. [Personnaliser](#)



Abonnements Découvrez nos formules print et numérique

Accès abonnés

[Voir nos offres](#)



**ENVIRONNEMENT**  
**MAGAZINE.FR**  
**ÉNERGIE**

## [Tribune] Audit énergétique obligatoire : quelles leçons tirer de 20 ans d'audits en Belgique ?



Par Jean-Michel Dols, associé 3j-Consult, le 25 mars 2019

Découvrez notre newsletter gratuite [Énergie](#)

**Cette semaine, Jean-Michel Dols, associé 3j-Consult, établit un retour d'expérience de la pratique de l'audit énergétique industriel en Belgique. Alors que cette obligation date de 2014 en France, il estime "qu'il ne s'agit d'une mission efficace et porteuse de résultats durables que si elle est menée sous une forme participative".**

Depuis 2014, en France, les grandes entreprises (aux termes de leur définition européenne) ont l'obligation de réaliser un audit énergétique une fois tous les quatre ans. Très nombreuses sont donc les entreprises qui devront réaliser un nouvel audit dans le courant de cette année.

## Un retour d'expérience de vingt ans de pratique en Belgique

----- PUBLICITÉ -----

 SOLUTIONS PRÊTES À POSER EAU ET ASSAINISSEMENT

# Ecoflo<sup>®</sup>

Les fragments de coco usagés du filtre **Ecoflo** sont acceptés en centre de compostage

LE FILTRE COMPACT **ECOLFO** UTILISE UN RÉSIDU NATUREL POUR PARFAITEMENT TRAITER LES EAUX USÉES PENDANT 10 À 15 ANS...  
PUIS LE FAIT RECYCLER EN COMPOST NATUREL



### UN CYCLE DE VIE EXEMPLAIRE



- 1** 1<sup>ÈRE</sup> VALORISATION  
Utilisation d'un résidu naturel de production qui a stocké une quantité importante de CO<sub>2</sub>
- 2** UTILISATION PENDANT 10 À 15 ANS
- 3** 2<sup>ÈME</sup> VALORISATION  
Après compostage, utilisation comme amendement naturel des sols

### UNE DÉMARCHÉ EXEMPLAIRE



 **PREMIER TECH**  
AQUA



[PREMIERTECHAQUA.FR](http://PREMIERTECHAQUA.FR)

L'audit énergétique industriel – même si non-obligatoire jusqu'à l'apparition de la directive européenne sur l'efficacité énergétique (2012) – s'est développé en Belgique depuis 1998. Dans le cadre préliminaire qu'était alors le Protocole de Kyoto, des « Accords de Branche énergétiques » ont été mis en place. Ces accords, de nature volontaire à leur début, sont toujours en cours et en sont à leur deuxième

génération. Les 200 grandes entreprises y adhérant bénéficient, en contrepartie d'un objectif engageant et suivi annuellement en termes d'efficacité énergétique, d'avantages financiers sur leurs factures d'énergie. Ces entreprises représentent plus de 82% de la consommation d'énergie primaire industrielle globale de la région tous secteurs confondus.

## **L'audit obligatoire n'est-il qu'une contrainte supplémentaire pour les entreprises françaises ?**

Oui, mais seulement si on se contente de le voir comme une case à cocher en plus de toutes les autres. Jusqu'à présent, l'audit énergétique dit « obligatoire » en France n'a mené à rien d'autre qu'à une traduction de la facture énergétique en une série de « quartiers de tarte » et en une liste insipide de mesures générales et non chiffrées (dixit l'Ademe).

## **Quelles précautions prendre pour s'assurer de l'utilité d'un audit énergétique ?**

Pour qu'un audit énergétique soit utile, il faut arrêter de le voir comme le résultat de l'examen, par un « spécialiste » externe armé d'instruments de mesure complexes, des entrailles secrètes d'une grande entreprise. Comme l'a montré depuis 20 ans l'expérience Belge, il ne s'agit d'une mission efficace et porteuse de résultats durables que si elle est menée sous une forme participative.

Il est également inévitable qu'un bon audit énergétique demande du temps, faute de quoi il ne serait que le reflet d'une trop brève « photographie ponctuelle ».

Il est par ailleurs évident qu'un audit énergétique efficace et valable doit intégrer le cœur du procédé de l'entreprise auditée quand bien même ce procédé serait complexe et spécialisé. Contourner cette exigence revient souvent à passer à côté du sujet.

Il est donc aussi illusoire de garantir tout cela sans accepter un prix « correct » pour une mission complexe requérant, outre une grande expérience et une multidisciplinarité technique avérée, une disponibilité et une créativité certaines.

On s'éloigne donc bien des quartiers de tarte et des mesures non chiffrées !

## **L'audit énergétique de qualité constitue un véritable outil de gestion précieux pour l'entreprise**

En contrepartie de l'effort que représente la mise en place d'un audit de qualité, c'est bien d'un véritable outil de gestion que l'entreprise dispose. Un outil : (i) qui établira la base d'une comptabilité analytique énergétique, une forme de « modèle énergétique » de l'entreprise, autorisant bien plus qu'un instantané ponctuel,

comme par exemple la simulation de modes de fonctionnement différents de celui qui existe ; (ii) qui priorisera les domaines dans lesquels identifier et mettre en place les améliorations en les rapportant à un vrai bilan énergétique global, évitant par-là les miroirs aux alouettes que peuvent parfois faire briller les vendeurs de solution si celles-ci ne sont pas « calibrées » sur les consommations réelles actuelles ou futures ; (iii) qui définira de véritables indices de performance énergétique, quelles que soient les modifications ou les perturbations se produisant dans les volumes de production, dans les mix produits ou dans les paramètres externes à la sphère des acteurs de l'entreprise (ex : toutes choses étant égales par ailleurs, l'entreprise s'est-elle finalement améliorée ou non, et de combien, par rapport à l'année précédente ?)

## **La performance énergétique devient une condition de compétitivité**

Certaines grandes entreprises, et non des moindres, n'ont pas attendu cette obligation d'audit pour entreprendre de grandes mutations les inscrivant dans une véritable transition énergétique et écologique. Si elles se sont ainsi lancées dans une réflexion stratégique, souvent de grande ampleur, c'est parce qu'elles ont identifié l'aspect indispensable de cette réflexion dans le maintien et le renforcement de leur compétitivité, dans un avenir déjà proche comme en vue d'un futur plus lointain.

A la fin de la première génération des accords de branche énergétiques, les résultats globaux de l'ensemble des entreprises représentées montraient une amélioration en efficacité énergétique sensiblement supérieure à 15% sur 10 ans tous secteurs confondus (ces résultats n'étant pas « pollués » par les entreprises grosses consommatrices d'énergie ayant malheureusement disparu puisqu'ils s'expriment en termes d'efficacité énergétique).

Ce chiffre se situe nettement au-dessus des résultats qui auraient pu découler d'un scénario « *business as usual* ». Or la première étape sous-tendant ce niveau d'amélioration est toujours ... un audit énergétique de bonne qualité !

*Jean-Michel Dols, associé 3j-Consult*

**Tous nos articles à partir de 8,99 €**

JE M'ABONNE

S'identifier

S'inscrire

## [ PARTENARIAT ] Intégrer durablement les eaux de pluie dans l'aménagement du territoire



Voilà ce que DOUAISIS AGGLO met en œuvre depuis plus de 25 ans. Riche de cette expérience, le territoire tire aujourd'hui de multiples bénéfices de cette politique volontariste et efficace. Il est donc logique que Douai accueille, les 5 et 6 juin prochains, les Assises nationales de la gestion durable des eaux pluviales.

### Les plus lus



#### **Biométhane : 84 unités sont en service en France début 2019**

D'après l'observatoire du biométhane publié par le think tank France biométhane, les 32 nouveaux sites d'injection implantés en 2018, représentent une augmentation de 73 % par rapport à l'année 2017.



#### **Le Sénat adopte le projet de loi pour la création de l'Office français de la biodiversité**

Le Sénat a adopté le projet de loi sur la création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

**[Tribune] Vers une consommation raisonnée d'appareils électroménagers pour préserver la planète ?**

---

**La REP sur les filets de pêche, une amorce de solution aux pollutions marines par le plastique**

---

**Avec OnDijon, la métropole de Dijon compte réaliser 65% d'économies d'énergie**

---

**En partenariat avec**

---



**À lire également**

---

## **La métropole du Grand Paris souhaite accélérer la rénovation énergétique des logements**

Le 5 avril dernier, la métropole du Grand Paris a réuni les présidents des agences locales de l'énergie et du climat (Alec) dans l'objectif d'accélérer la rénovation énergétique des logements.

---

## **Global bioenergies reçoit 2,2 millions d'euros pour le projet européen Optisochem**

Le 9 avril, le groupe Global bioenergies a annoncé avoir reçu 2,2 millions d'euros dans le cadre du projet Optisochem soutenu par le partenariat public-privé entre l'Union européenne et le Consortium des bio-industries (BIC).

---

## **La filière électrique quantifie ses besoins en formation et recrutement**

Le secteur électrique produira, dans dix-huit mois, une étude sur les besoins en formation et en emploi à l'horizon 2030, découlant des trajectoires tracées par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

---

## **Global Bioenergies enregistre une perte nette de 13,6 millions d'euros en 2018**

En 2018, le groupe Global Bioenergies a enregistré une perte nette de 13,6 millions d'euros, soit une amélioration par rapport à l'année 2017.

---

## **L'édition 2019 des « Green Solutions Awards » est lancée**

Ce jeudi 14 mars, le réseau Construction21 lance l'édition 2019 de son concours « Green Solutions Awards ».

---

## **Pascal Artaz est nommé directeur des opérations de Naval Energies**

L'industriel du secteur des énergies marines renouvelables, Naval Energies, a nommé un nouveau directeur des opérations en la personne de Pascal Artaz.

---

## **Pascal Canfin démissionne du WWF France et rejoint LaREM pour les européennes**

Pascal Canfin, directeur général du WWF France depuis trois ans, a annoncé sa démission le lundi 25 mars.

---

Tous les articles **ÉNERGIE**

## Newsletters

- Gratuites
- Différents thèmes au choix
- Spécialisées dans votre secteur

Votre courriel

Ok

[VOIR DES EXTRAITS](#)

## Nos magazines

### **Environnement Magazine**

Avril 2019  
N° 1772



### **acte 2 de la RSE**

ro creuse le sillon de la mission

ia héraut de la raison d'être



### **Hydroplus**

Avril 2019  
N° 250

### **Des vannes de régulation « dynamiques et autonomes » comme alternatives aux de rétention**

[Dossier] Eau potable : une affaire

Ressources : en attendant la p

<

>

[ACCÈS AU KIOSQUE](#)

## Événements



---

**14 Mai 2019**

Construmat

[+ D'ÉVÉNEMENTS](#)

---

**15 Mai 2019**

TAP 2019

---

**16 Mai 2019**

Les Confs Amiante Bordeaux

---

## Emploi

---

- **TECHNICIEN(NE) DE MAINTENANCE GAZ (H/F) Calais**
- **Technicien Réhabilitation de Réseaux H/F**
- **Laborantin / Laborantine chimie environnement en industrie**
- **Data Scientist F/H**

[+ D'OFFRES](#)



---

### Rubriques

Eau  
Recyclage  
Énergie  
Territoires  
Cleantech  
Politiques  
Pollutions  
Biodiversité  
Mobilité

### Réseaux sociaux

Facebook  
Twitter  
LinkedIn  
Youtube

### Magazines

BTP Magazine  
BTP Rail  
Environnement Magazine  
Hydroplus  
Mat Environnement  
Planète B  
Réseaux VRD  
Terrassements & Carrières

### Services

[Pages d'aide \(FAQ\)](#)  
Emploi  
Newsletters  
Agenda  
Abonnés  
RGPD 2018  
CGV (digital)  
CGV (magazines)  
CGV (pub)  
Nous contacter  
L'équipe  
Mentions légales



**Le réseau d'information et de diffusion  
de la construction et de l'environnement**